



PROFOR'S OUTILS DE DIAGNOSTIQUE DE GOUVERNANCE FORESTIERE

Nalin Kishor (Economiste Senior, Banque mondiale)

Edouard Bonkougou (Directeur, CFEDD)

**Presentation preparee pour l'Atelier Regional de
Praticiens sur la Croissance Verte**

2-3 avril 2014, Kinshasa, RDC

POURQUOI S'INTERESSER A LA GOUVERNANCE ?

LE COUT D'UNE PAUVRE GOUVERNANCE FORESTIERE



Ecologique : Deforestation, depletion of resources, loss of biodiversity and ecosystem services



Economique: Evasion fiscale, exploitation forestière illégale et d'autres crimes forestiers

Social : Deplacements de population, conflit



Politique : Contagion de la corruption et érosion des institutions publiques

Forets : De nombreux défis pour une utilisation durable

Biophysique : Plusieurs avantages / utilisations et les compromis entre ceux-ci. Irréversibilité. Longues périodes de récupération. Manque d'accessibilité des zones forestières.

Social : Plusieurs utilisateurs (des peuples autochtones, aux petites et moyennes propriétaires forestiers, aux sociétés multinationales, aux ONG internationales). des intérêts divergents

Legal : Droits mal définis, se chevauchant ou inapplicables à la propriété et d'accès, et les conflits entre le droit coutumier et les droits légaux "formelles".

Economic : Besoin d'équilibrer l'offre de biens et services publics et privés. Manquantes ou incomplètes marchés. Loyers importants et incitations à la corruption. La forte dépendance des ruraux pauvres de la nourriture, du carburant et du fourrage. Deux, monétaire et non monétaire, les avantages sont importants et doivent être équilibrés.

Concurrence inter-sectorielle : Terres sous forêts entrent en concurrence directe avec la demande pour l'agriculture, les infrastructures (routes et autoroutes) et de l'énergie (hydroélectricité par exemple).

Agence : Organisations chargées de superviser la gestion des forêts souffrent des contraintes financières et de capacité. Faible contrôle sur les domaines forestiers.

Etat Dans de nombreux pays, les forêts prennent faible priorité et l'état favorise «institutions extractives politiques» (Acemoglu et Robinson) qui permettent de "pillage" et ultime extinction de la ressource

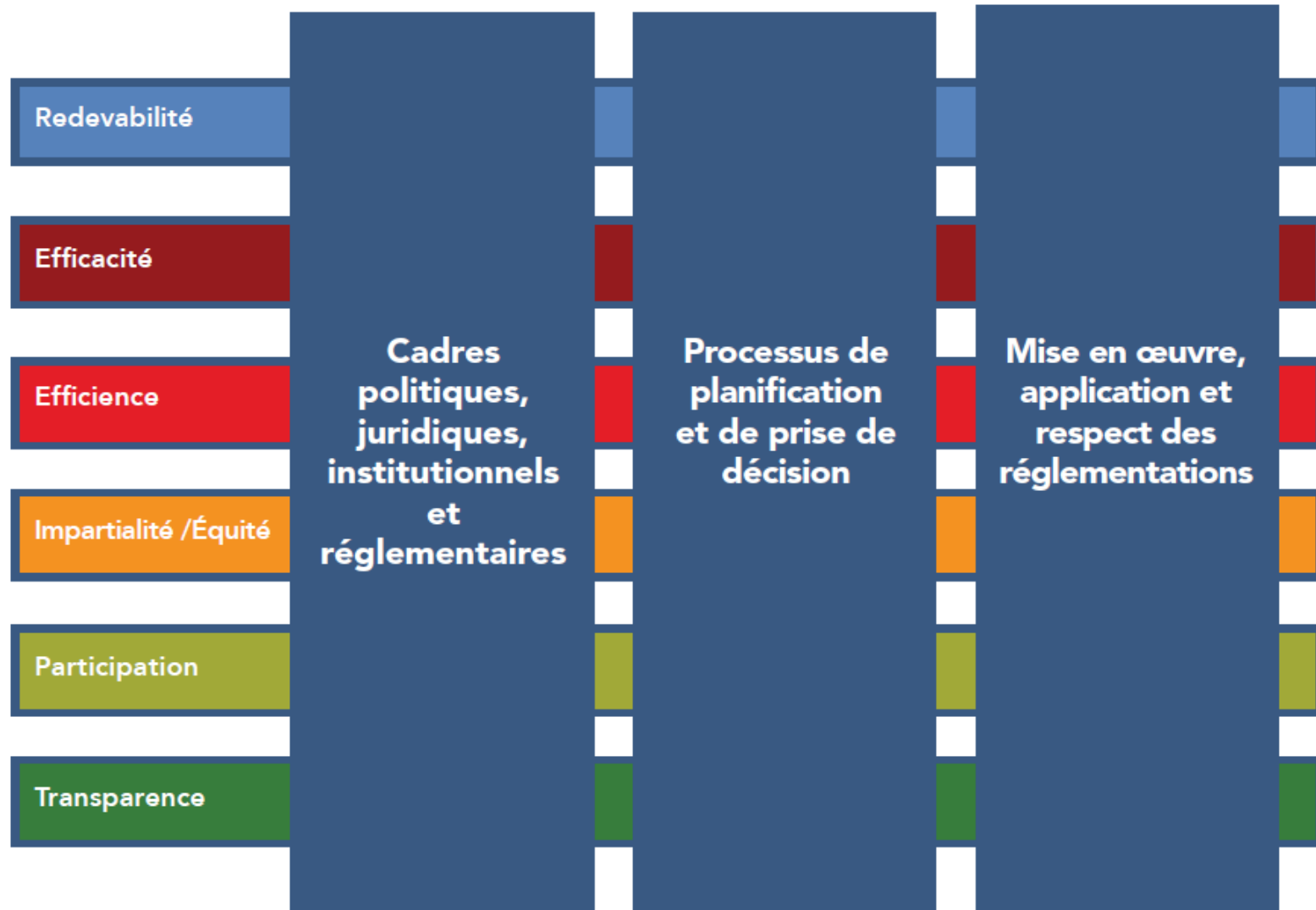
Approche PROFOR pour mesurer et vérifier la Qualité de la Gouvernance Forestière

- Mesurer QUOI ?: Gouvernance au sens large du terme.
- POURQUOI ?: Comme fondation pour une réforme, et comme moyen pour vérifier les progrès de la réforme.
- COMMENT ?: A travers des outils de diagnostic qui incluent des indicateurs “actionables” directs ou indirects, évalués par les parties-prenantes (“audit social”), promouvoir le consensus sur les actions nécessaires.
- Pour QUI ?: Avec le support des gouvernements, mais avec des résultats qui peuvent être utilisés par le plus grand nombre.

FAO-PROFOR

Piliers et principes de la gouvernance

Fig. 1: Piliers et principes de la gouvernance



Ce que les outils de diagnostic de gouvernance forestiere PROFOR font ?

Les outils de diagnostic de gouvernance forestiere PROFOR mesurent la qualite de la gouvernance en :

- Développer un ensemble de questions relies aux composants et sous-composants varies de gouvernance identifies dans les 3 piliers ; et,
- Classer ces questions, collectivement, par partie-prenante cle (Gouvernement et Acteurs Pertinents).

Exemple de question / indicateurs

Q. _____ la loi reconnaît-elle les droits traditionnels et autochtones sur les ressources forestières ?

•

- **Argumentaire :**

- Les utilisateurs de la forêt au niveau rural comptent souvent sur les droits traditionnels ou non officiels. Un régime légal et officiel qui ne tiendrait pas compte des droits traditionnels ne fera que décevoir les attentes au niveau local et débouchera sur un litige ou sur de la rancœur.

•

- **REMARQUES**

- Pour répondre à cette question, tenez compte d'un large éventail de droits traditionnels potentiels. En fonction de l'histoire, de la culture locale, ou de l'exploitation de la forêt, il pourra s'agir de droits comme l'accès à un pâturage, la protection de zones sacrées, ou encore le droit de récolter du miel.

Réponses possibles :	
a)	La loi reconnaît généralement les droits traditionnels et autochtones.
b)	La loi reconnaît les droits traditionnels et autochtones dans la plupart des cas.
c)	La loi reconnaît les droits traditionnels et autochtones dans moins de la moitié des cas.
d)	La loi ne reconnaît pas les droits traditionnels ou autochtones.

Exemple de question / indicateur

Q2. la loi inclut-elle des dispositions particulières pour partager les bénéfices ou les recettes des forêts classées avec les communautés locales ?

Argumentaire :

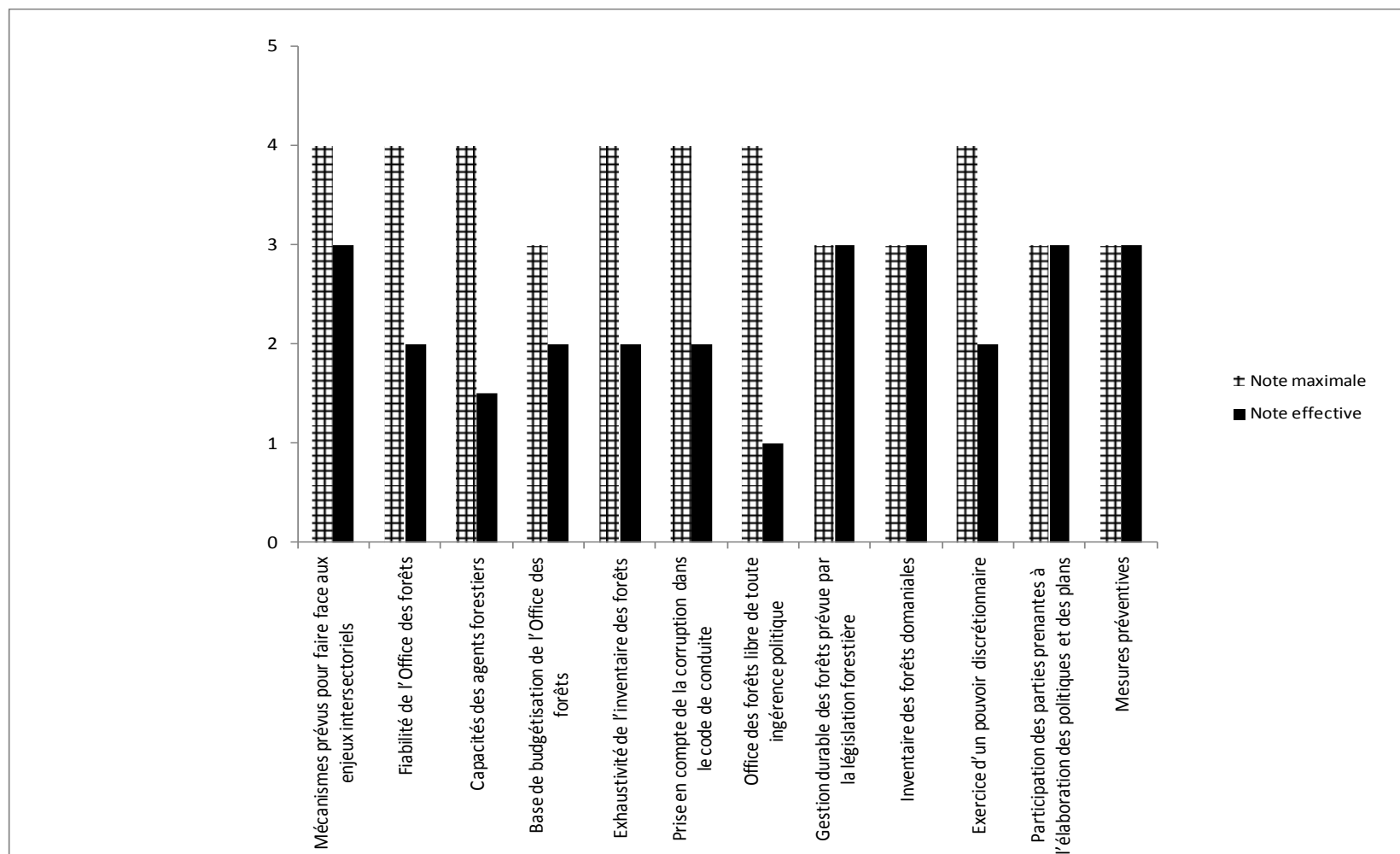
Les communautés rurales dépendent souvent des terres qui les entourent pour des ressources de base ou des perspectives économiques, qu'ils aient ou non un droit d'accès légal et officiel à la terre. Si la loi n'offre pas à ces populations quelque bénéfice tiré de l'aménagement des forêts – outre le fait que cela serait inéquitable – il est probable qu'ils ne soutiendront pas le cadre juridique, et la loi sera alors difficile à mettre en œuvre.

REMARQUES

Les bénéfices peuvent prendre de nombreuses formes, comme de l'argent, du crédit, des biens, de l'infrastructure, une formation, des droits d'exploitation, le transfert du pouvoir de gestion, un emploi, et ainsi de suite. Les bénéfices peuvent également toucher différents niveaux, comme l'administration locale, les organisations locales, les ménages, ou encore des particuliers.

Réponses possibles :	Organisme n° 1	n° 2	n° 3	n° 4
a) La loi comprend des dispositions claires pour le partage des paiements et autres bénéfices avec les communautés locales. Ces dispositions couvrent le partage de bénéfices tirés de toutes sortes d'exploitations de la forêt.				
b) La loi comprend des dispositions claires pour le partage des bénéfices issus de certaines formes d'exploitation de la forêt, mais pas de toutes les sortes d'exploitation.				
c) La loi aborde le partage des bénéfices, mais pas de manière claire.				
d) La loi ne dit rien en la matière.				

Resultats au Burkina Faso : Une illustration



Ou est-ce que les outils ont ete utilises ?

Pays (Date d'accomplissement)	Contexte	Soutenu par	Status
Ouganda (mai 2010)	Le secteur forestier est vu comme un outil de croissance dans le plan quinquennal du pays; aussi il est necessaire d'ameliorer la gouvernance forestiere.	PROFOR BM	L'Autorite des Forets d'Ouganda a echoue a agir sur les resultats. Cependant, les resultats ont ete utilises par les bailleurs internationaux, et la societe civile.
Kenya (mi 2011)	Pour resoudre la gouvernance liee aux goulots d'etirement vu comme obstruant les reformes actuelles du secteur forestier.	Finlande	Rapport soumis au gouvernement. Un conseiller en gouvernance forestiere a ete designe. Resultats ont ete consideres pour etre inclus dans la strategie REDD+ .
Burkina Faso (debut 2012)	Pour elaborer les composants de gouvernance forestiere dans son plan d'investissement FIP.	PROFOR, WB	Resultats ont ete largement dissemines . Les actions prioritaires ont ete identifiees et considerees pour etre inclus dans les projets FIP.
Russie (mi 2012)	Incorporation des idees des parties-prenantes, dans la revision en cours du cadre politique du secteur forestier; concentration sur les solutions transfrontalieres pour lutter contre l'abattage illegal.	DFID,PROFOR, WB	Resultats ont ete insere dans la revision politique. La prochaine etape de diagnostique est en cours de consideration. Les resultats ont ete discutees a la conference internationale de 2012.
Madagascar (fin 2012)	L'Alliance pour la Nature Malagasy cherche a fournir au gouvernement une vision pour une meilleure gouvernance forestiere.	GIZ	Dissemination du rapport et discussions avec le gouvernement.
Congo, RDC (fin 2012)	En raison de l'importance de la bonne gouvernance dans la realisation des objectifs de REDD+ .	CARPE-USAID, IUCN	Dissemination du rapport et discussion sur les 12 etapes d'action.
Liberia (avril 2013)	Comme ajout dans le developpement de la preparation de la REDD+ et dans l'identification des indicateurs pour surveiller les ameliorations dans la gouvernance.	WB, PROFOR	Rapport et elements d'un plan d'action complete. Les indicateurs de gouvernance pour l'inclusion d'un cadre de M&E dans la REDD+ du Liberia est en cours de finalisation.

Le défi de la réforme de la gouvernance forestière

“Et il faut garder à l'esprit que rien n'est plus difficile à exécuter, plus douteux de succès, ni plus dangereux à administrer que d'introduire un nouvel ordre de choses; pour celui qui l'introduit il y a tous ceux qui profitent de l'ordre ancien de ses ennemis, et il n'a que des alliés tièdes à tous ceux qui pourraient tirer profit de la nouvelle. Cette tiédeur vient en partie de la crainte de leurs adversaires ... et en partie par le scepticisme des hommes qui ne croient pas vraiment à de nouvelles choses à moins qu'ils n'en aient effectivement eu une expérience personnelle.”

(Chapitre VI de Niccoló Machiavelli, The Prince. (Oxford U. Press revised edition, 1984, p.21).

MERCI DE VOTRE ATTENTION
DES QUESTIONS ?

www.profor.info

**MERCI DE VOTRE ATTENTION
DES QUESTIONS ?**

AES

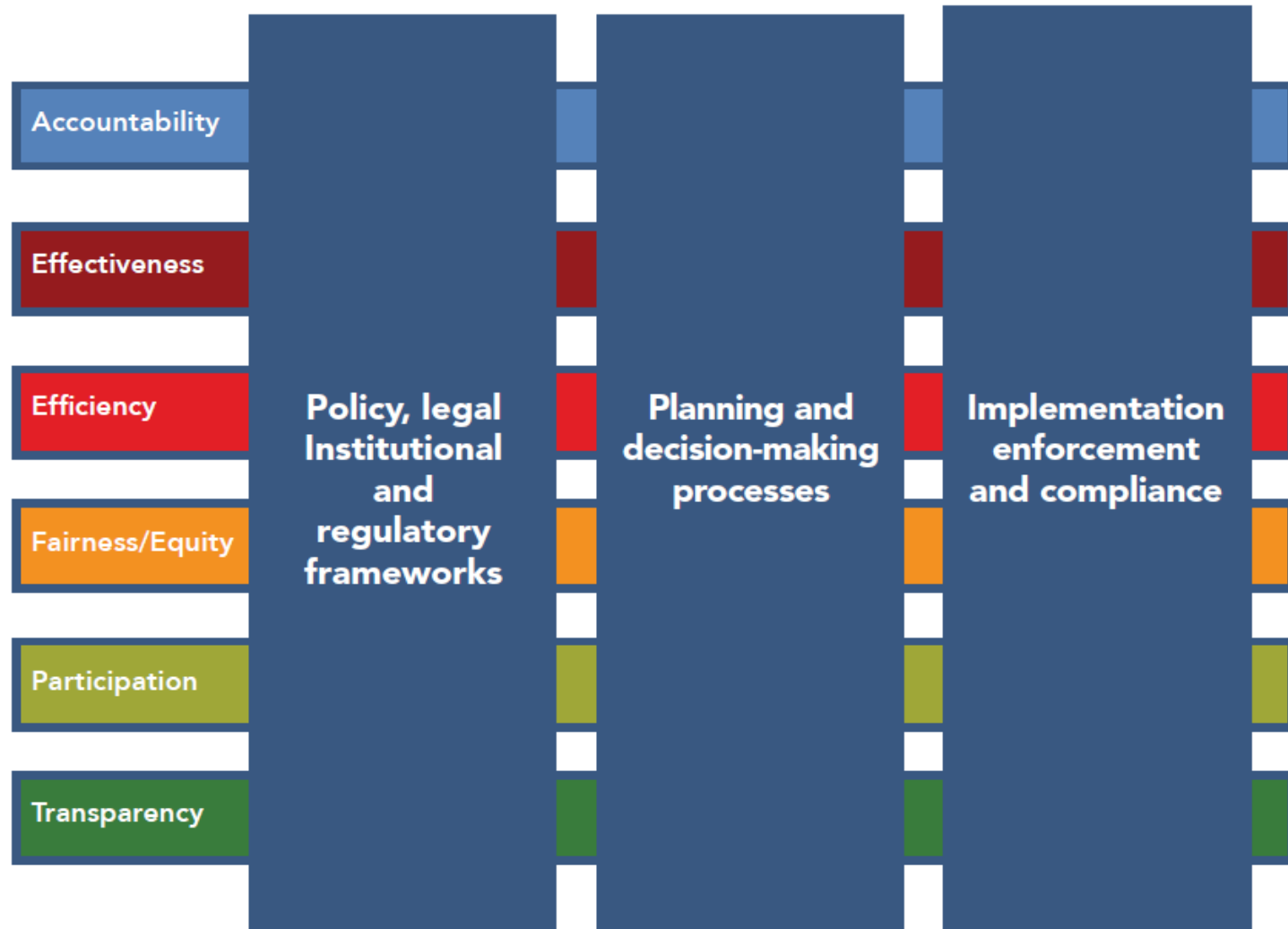


www.profor.info

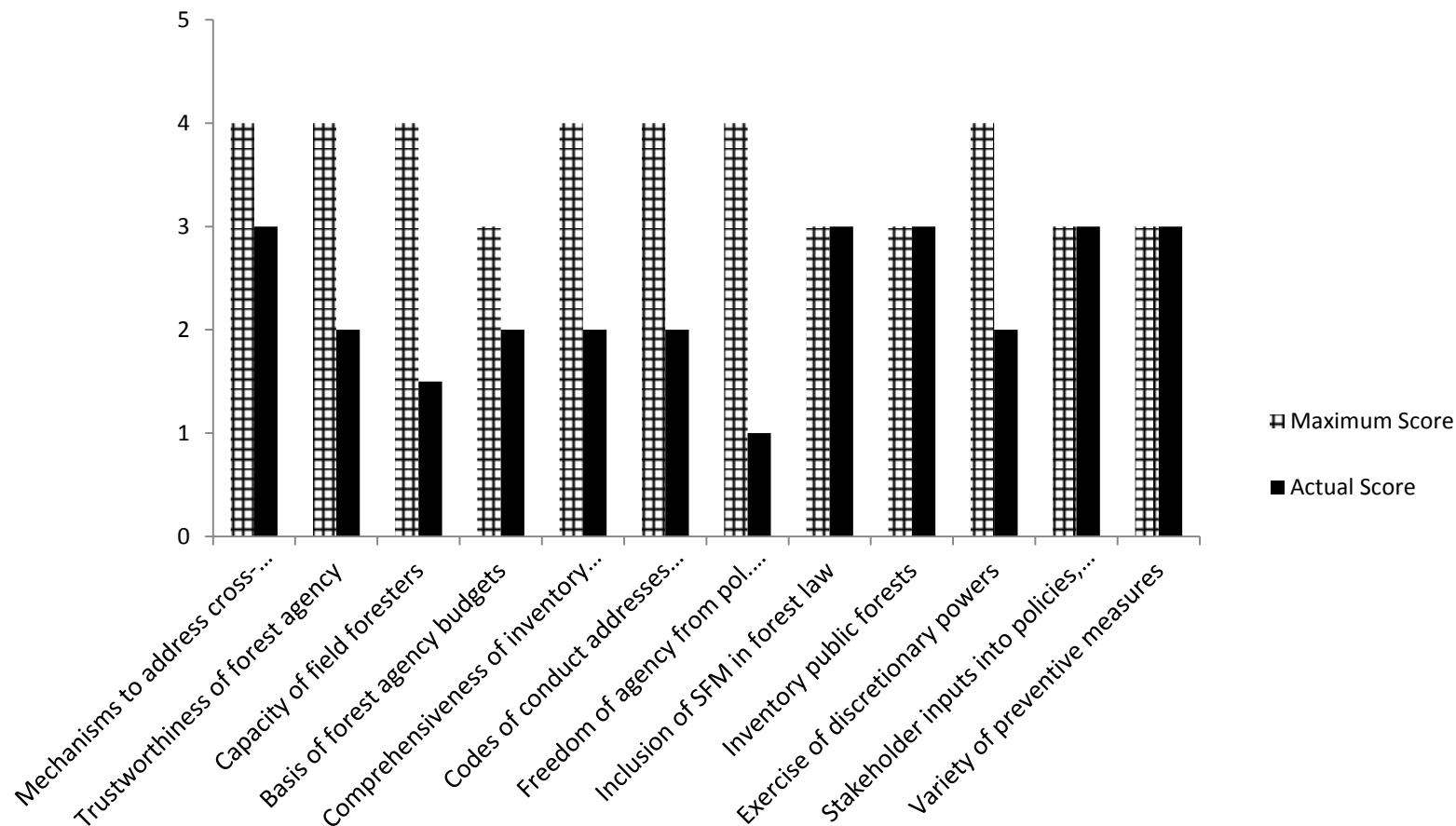
Agriculture and Environmental Services

FAO-PROFOR

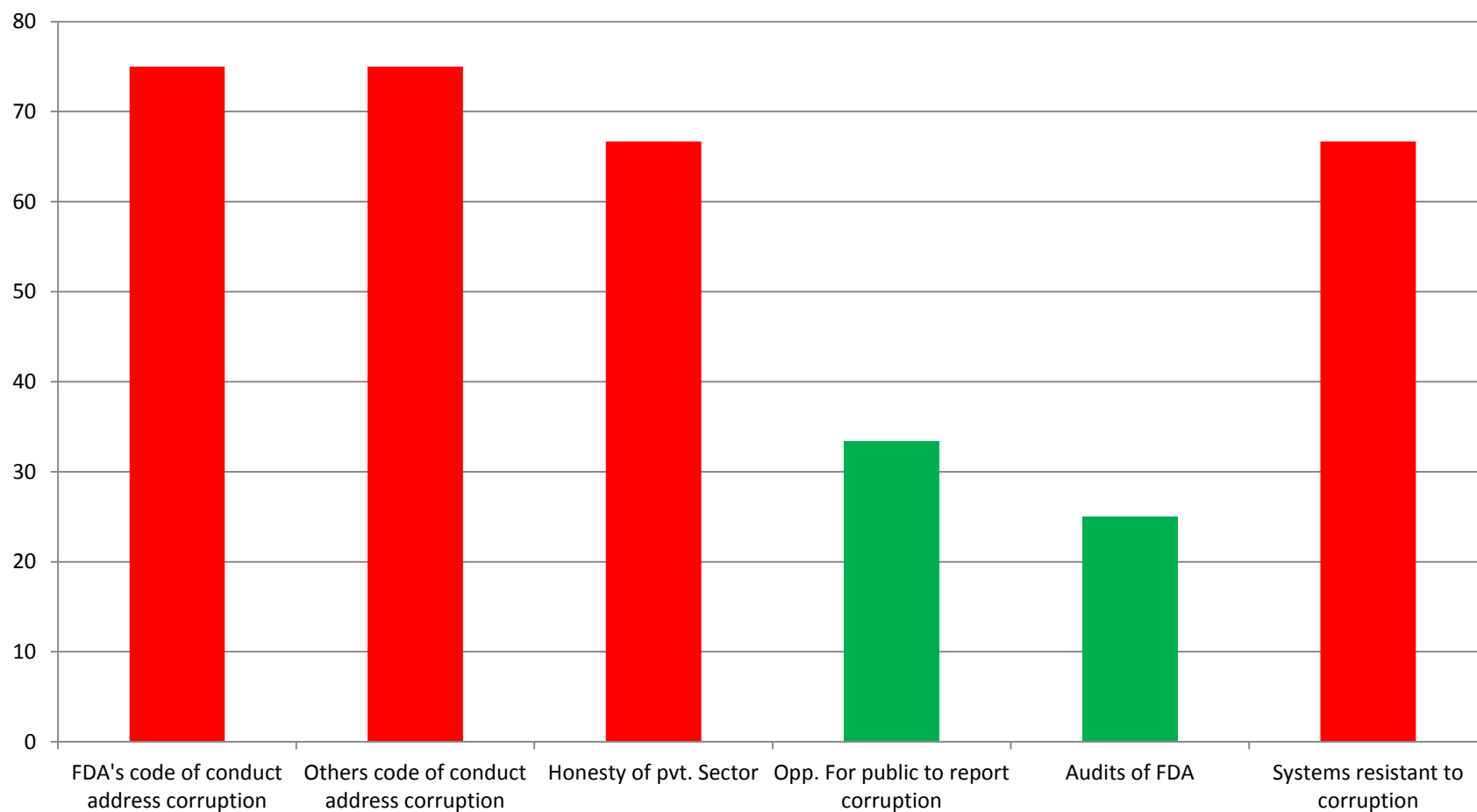
Cadre de Gouvernance Forestiere



Resultats au Burkina Faso : une illustration



Liberia : lacune de corruption (% en niveau de “assez bien”)



Cout d'un pauvre gouvernance forestiere

- **Ecologique** : une deforestation non planifiee et non adapte, un epuisement important des ressources du milieu rural et perte de biodiversite et des services de l'ecosysteme.
- **Economique** : perte de milliards de dollars par an, dans les evasions fiscales, l'abattage illegale et d'autres crimes forestiers.
- **Social** : deplacement de populations, conflits, violence compromettant les droits traditionnels et les croyances des communautes dependantes des forets.
- **Politique** : contagion de la corruption, erosion des institutions publiques, et perte de la credibilite des gouvernements.

Les huit principes d'elaboration d'Ostrom

1. Limites de groupe sont clairement definies
2. Les regles gouvernant l'utilisation de biens collectifs sont compatibles aux besoins et conditions locaux.
3. La plupart des individus affectes par ces regles peuvent participer en modifiant ces regles.
4. Les droits des membres des communautes de definir leurs propres regles sont respectes par les autorites externes.
5. Systeme pour surveiller le comportement d'un membre existe; les membres des communautes s'auto-surveillent.
6. Un systeme de sanction gradue est utilise.
7. Les membres des communautes ont acces a des mecanismes de resolution des conflits a bas cout.
8. Pour les CPR qui font partie integrantes du systeme : appropriation, aide, surveillance, mise en place, resolution des conflits, activites de gouvernance sont des couches multiples des entreprises imbriquees.